

L'enjeu de cette crise est de planifier la mutation de l'économie

 mediapart.fr/journal/economie/030420/cedric-durand-l-enjeu-de-cette-crise-est-de-planifier-la-mutation-de-l-economie

Cédric Durand, *Mediapart*, 3 avril 2020

Économiste à l'université Paris-XIII, Cédric Durand réfléchit avec Karl Marx à l'évolution de l'économie moderne. En 2015, dans *Le Capital fictif* (éditions Les Prairies ordinaires), il décrivait la fuite en avant mortelle du néolibéralisme par la financiarisation. Depuis, il travaille notamment sur la question de la planification qu'il considère être un sujet à nouveau d'actualité. Confrontées à leur impréparation et à leur insouciance, les économies néolibérales paniquent face à l'émergence du coronavirus et tentent de trouver des réponses par des ébauches de planification.



Pour Cédric Durand, cette crise révèle les limites de la coordination par les prix, et montre avec éclat le besoin d'une nouvelle planification, démocratique et sociale, à la fois pour gérer l'urgence sanitaire et pour reconstruire l'économie sur des bases durables.

Cette crise inédite liée au coronavirus semble montrer avec éclat les limites de la gestion de la société par le marché et donc la nécessité d'une planification.

Comment analysez-vous la situation ?

Cédric Durand : Au cours des décennies du néolibéralisme, le marché a été paré de toutes les vertus : efficience dans l'allocation des ressources, dynamisme de la compétition, différenciation des produits de consommation. La crise en cours fait apparaître au grand jour que le marché a aussi de sérieuses limites.



Cédric Durand, maître de conférences à Paris-XIII. © Raphael Schneider

En situation d'urgence, la coordination de l'activité par les prix est inadéquate. Le fractionnement marchand est incapable d'atteindre des objectifs limités mais impérieux : produire des masques, du gel hydroalcoolique, des tests de dépistage, des respirateurs, répartir les stocks de médicaments. Il y a là un besoin flagrant de centralisation. L'appel général à la rescousse s'adresse à la puissance publique. Il s'agit d'une demande d'action collective qui transcende les acteurs privés et s'impose à eux. Elle procède d'une logique de priorité économique qui est contradictoire avec la logique de tâtonnement du marché.

Ce caractère relativement anémique du marché se double d'un biais court-termiste, qui le rend incapable de prendre en compte le temps long. On manque de réactifs pour produire des tests parce que la production de ces derniers se situe en Asie. Mais pourquoi cette production a-t-elle été délocalisée ? Parce que les entreprises ont rationalisé les coûts et optimisé leurs chaînes de valeur.

Il faut faire des économies immédiates pour tenir face à la pression concurrentielle et satisfaire les exigences de rendement des marchés financiers. Un tel comportement est efficace d'un point de vue statique, mais a pour contrepartie une inefficacité dynamique. Chaînes d'approvisionnement à flux tendu, dispersion des processus productifs et faiblesse des réserves stratégiques rendent le tissu social et productif vulnérable et entravent sa faculté d'adaptation en cas de modification brutale de la situation. On constate aujourd'hui que la robustesse exige des redondances ou, pour le dire autrement, que l'efficacité à court terme, c'est l'absence de résilience.

Finalement que la question soit celle de l'urgence ou celle de la résilience, le problème posé est celui de la centralisation de la coordination économique. Avec le néolibéralisme, c'est aux marchés financiers qu'a été confiée la fonction de mise en cohérence des multiples plans que poursuivent les entreprises et les individus. Or, pour penser le temps long ou pour gérer un choc, les marchés sont inadaptés. Face à l'incertitude radicale ou à des problèmes qui se posent à un horizon lointain, ils adoptent un comportement erratique : c'est l'aveuglement au désastre du changement climatique qui fait que les marchés continuent à valoriser des réserves d'hydrocarbures inexploitable, ce sont aussi les mouvements de yoyo abrupts de ces derniers jours qui manifestent une incapacité de comprendre la crise actuelle.

Dans la situation où nous nous trouvons, le prisme des rendements actualisés qui sert de boussole aux investisseurs n'est certainement pas le bon point de vue. Il serait d'ailleurs raisonnable de fermer les bourses plutôt que de laisser leur instabilité en rajouter à la pagaille.

Vous en appelez à davantage d'État, mais ce que l'on observe surtout, c'est l'impréparation des pouvoirs publics...

Où est le quartier général de la lutte contre la pandémie ? Quels sont les organes chargés de recenser les ressources et d'organiser leur mobilisation ? Pourquoi, en France, la participation des industriels à l'effort se fait sur la base du volontariat et non de la réquisition ? Ce que révèle cette crise, c'est effectivement l'affaiblissement de la puissance publique.

Les cafouillages auxquels on assiste au sommet de l'État ne résultent pas seulement de l'impéritie de l'équipe gouvernementale. Des décennies d'austérité et de nouveaux managements publics ont réduit la capacité de l'administration publique à réagir et à servir avec discernement les intérêts vitaux de la population.

C'est à la fois une question de moyen et une question de démoralisation. Maltraités, mal rémunérés, souvent déconsidérés, les fonctionnaires et les salariés des organismes parapublics ont été privés des possibilités de bien exercer leurs missions. On en paie aujourd'hui le prix humain dans les hôpitaux et les maisons de retraite avec la multiplication de morts évitables.

La situation des personnes isolées et vulnérables est aussi très préoccupante, du fait de la fragilisation des services sociaux et de l'assèchement des budgets des collectivités locales. Mais c'est également vrai pour d'autres pans de l'administration. Par exemple, l'inspection du travail qui n'a pas les moyens de s'assurer que les conditions dans lesquelles les salariés qui poursuivent leurs activités sont bien protégés.

De manière moins immédiatement dramatique, les fragilités du système éducatif accumulées année après année apparaissent au grand jour dans cette période de trouble. De l'école à l'université, l'investissement dans la transition numérique a été très

insuffisant, si bien que les conditions d'une migration sereine vers des programmes temporaires d'enseignement à distance ne sont pas du tout réunies, mettant les familles et les équipes pédagogiques dans des situations ubuesques.

Bref, en même temps qu'elle révèle les limites des marchés, la crise du coronavirus met en évidence un besoin criant de service public. On le sent bien aujourd'hui, le service public est un bien commun. C'est le secours sur lequel chacun et chacune peut compter en toutes circonstances car il appartient à tout le monde.

À ce court-termisme répond donc le besoin de planification. Pourtant, on voit encore l'opposition de beaucoup au prétexte que cette planification de la production serait impossible en raison de la complexité du monde. Mais vous avez montré que nous avons désormais les moyens techniques de prendre en compte cette complexité...

La grande objection à la planification est son inefficacité supposée dans la gestion de l'information. C'est en particulier l'argument du plus grand penseur néolibéral, Friedrich Hayek, pour lequel le marché est un mécanisme social qui permet à la fois de révéler de l'information dispersée et de la traiter : grâce aux signaux pris, les agents peuvent surmonter l'infini complexité du social et prendre des décisions.

À cette doxa néolibérale, s'opposent des raisons pratiques et des raisons théoriques. Même si cela semble un peu trivial, il faut tout d'abord rappeler que la planification, ça fonctionne : ce n'est pas le marché qui a organisé l'effort de guerre des États-Unis contre les nazis, mais bien une économie de guerre planifiée. En France, la reconstruction et le rattrapage après la Libération se sont appuyés sur une planification certes indicative, mais néanmoins très contraignante, notamment par le biais de la politique du crédit.

Dans l'URSS stalinienne, au prix d'une brutalisation inouïe de la société, la planification a permis une industrialisation rapide. Et aujourd'hui encore, la planification est loin d'avoir disparu : en Chine, la puissante Commission nationale de développement et de réforme (CNDR) continue à élaborer des plans quinquennaux qui jouent un rôle prépondérant pour guider l'évolution socioéconomique.

Il est vrai cependant, qu'à partir de la fin des années 1960 dans les pays de l'Est, les mécanismes de planification intégrale ont donné des signes de dysfonctionnement de plus en plus visibles. Avec la sophistication des processus économiques et des attentes sociales, les plans ont buté sur deux principaux écueils : l'absence de démocratie et des capacités de calcul limitées. L'absence de démocratie a conduit à un développement déséquilibré, une dictature sur les besoins pour reprendre l'expression de la philosophe Agnès Heller, dans laquelle les demandes du secteur militaro-industriel écrasaient celles de la population et étouffaient toutes préoccupations écologiques, pourtant très présentes au lendemain de la révolution russe.

La seconde limite est informationnelle, c'est-à-dire exactement là où se situait l'objection d'Hayek. Incapable de mobiliser des technologies de l'information encore balbutiantes, le traitement bureaucratique de la planification est alors de plus en plus lourd, extrêmement chronophage et sujet à de multiples erreurs, retards et manipulations. La gestion de l'incertitude était en particulier très problématique : les événements imprévus tardaient à remonter au centre, provoquant des déséquilibres chroniques, des gaspillages massifs, ce qui, pour rajouter aux dysfonctionnements, nourrissait des circuits parallèles.

Mais nous ne vivons plus à la préhistoire des technologies de l'information ! Aujourd'hui, la plupart des échanges économiques sont doublés par des traces numériques traitées automatiquement. L'essentiel de l'argument informationnel tombe. De fait, le secteur privé a massivement recours à une forme de planification. Amazon ou Walmart traitent aujourd'hui des milliers de fois plus de données-produits que le Gosplan soviétique. Ces multinationales ont les moyens d'ajuster en temps réel leurs processus commerciaux en fonction des conditions de marché changeantes. La question fondamentale qui se pose à la planification contemporaine n'est plus celle des limites informationnelles mais celle de la démocratisation d'une coordination algorithmique de plus en plus dominée par quelques entreprises monopolistiques.

Il faudrait enfin rétorquer à Hayek qu'il existe un genre de connaissance que le marché ignore complètement, c'est celle issue de la délibération. Pour évaluer des risques non probabilisables, choisir des trajectoires économiques et écologiques communes, décider de la qualité des relations sociales, la souveraineté individuelle médiée par l'échange marchand n'est d'aucun secours. Il n'y a d'autres solutions que la conformation des points de vue par la confrontation des arguments.

Pour en revenir à la conjoncture, il est faux de dire que le mode de production est trop complexe pour mettre en place une planification capable de répondre aux urgences du moment. Il existe des instances de centralisation de l'information extrêmement puissantes dans le secteur privé. Google, bien sûr ! Mais pas seulement. Les grandes entreprises de l'automobile, de la grande distribution ou de l'électronique contrôlent également des systèmes d'information qui leur donnent une vue panoptique sur l'activité et les stocks aux différentes étapes des chaînes de valeur. Autrement dit, s'il y a une volonté politique de le faire, la puissance publique est en mesure de se saisir de ces capacités et de les mettre au service de priorités actées au niveau central.